

DOCUMENT SOUMIS AUX DROITS D'AUTEUR : SOUS LICENCE CREATIVE COMMONS

CITEZ-NOUS DE LA FAÇON SUIVANTE :

Cass. 2^e civ., 21 janv. 2012, n° 19-13347, PB, *bjda.fr* 2021, 2021, n° 73, note V. Zalewski-Sicard.

Délai de déclaration de sinistre et inopposabilité

Cass. 2^e civ., 21 janv. 2021, n° 19-13347 PB

Assurance des risques divers - Assurance « multi-périls sur récoltes » – Refus d'un client d'accepter sa récolte d'oignons – C. assur., art. L. 113-2-4° et L. 111-2 – Déclaration tardive de sinistre – Délai de déclaration contenue dans la police inférieur au délai minimum légal de cinq jours – Délai inopposable (oui)

La clause de déchéance invoquée par l'assureur prévoyant un délai de déclaration de sinistre inférieur au délai minimal légal de cinq jours ouvrés, n'est pas opposable à l'assuré.

Quelle est la sanction applicable lorsque le contrat d'assurance prévoit un délai de déclaration de sinistre inférieur au délai minimum imposé par la loi ? C'est à cette question que répond, pour la première fois à notre connaissance, la Cour de cassation dans un arrêt du 21 janvier 2021.

Relativement audit délai, il convient de rappeler que l'article L. 113-2, 4° du Code des assurances dispose :

- d'une part, que l'assuré est obligé de donner avis à l'assureur, de tout sinistre de nature à entraîner la garantie de celui-ci, dès qu'il en a eu connaissance et au plus tard dans le délai fixé par le contrat, qui ne peut être inférieur à cinq jours ouvrés mais peut être prolongé d'un commun accord entre les parties ;
- d'autre part, que lorsqu'elle est prévue par une clause du contrat, la déchéance pour déclaration tardive ne peut être opposée à l'assuré que si l'assureur établit que le retard dans la déclaration lui a occasionné un préjudice.

Ce texte est d'ordre public ainsi qu'il résulte de l'article L. 111-2 du Code des assurances. *A priori*, lorsque l'assureur ne respecte pas l'exigence d'un délai minimum de cinq jours pour effectuer la déclaration de sinistre, la sanction applicable est celle prévue à l'article 1184 du Code civil : la nullité de la clause. Le contrat doit être maintenu dès lors que les fins de la règle méconnue imposent son maintien. S'agissant du contrat d'assurance, il apparaît cohérent de le maintenir tout en faisant abstraction de la clause.

De cette nullité de ladite clause, il résulte alors logiquement que l'assureur ne peut plus reprocher à l'assuré d'avoir procédé à une déclaration tardive puisqu'il ne peut y avoir de déclaration tardive sans délai prévu au contrat pour effectuer celle-ci. Aussi, quel que soit le délai écoulé entre la date de survenance du sinistre et la date de déclaration, l'assureur est tenu d'indemniser l'assuré.

La Cour de cassation, dans son arrêt du 21 janvier 2021, raisonne toutefois différemment lorsqu'elle précise que « *l'assureur ne peut opposer à l'assuré une déchéance pour déclaration tardive lorsque le contrat applicable ne comporte pas de clause l'édicte ou lorsque la clause la prévoyant n'est pas conforme à ces dispositions* », mélangeant deux aspects différents. En effet, elle applique la sanction de l'inopposabilité, prévue pour la clause de déchéance dans l'hypothèse d'absence de préjudice cause à l'assureur par une déclaration tardive, à la violation de l'exigence d'ordre public d'un délai minimum de 5 jours pour effectuer une déclaration de sinistre.

Comme cela a été parfaitement souligné, le choix de l'inopposabilité n'est pas anodin¹. En effet, si la clause est inopposable et que donc l'assureur ne peut plus l'invoquer à l'encontre de l'assuré, elle demeure néanmoins dans le contrat. Il n'est pas alors possible, contrairement à l'hypothèse où est retenue la nullité partielle, pour le juge de substituer au délai conventionnellement prévu le délai minimum prévu par la loi.

Vivien Zalewski-Sicard,
Maître de conférences HDR
Université Toulouse 1, Capitole

L'arrêt :

(...)

Faits et procédure

1. Selon l'arrêt attaqué (Bourges, 10 janvier 2019), l'EARL [...] (l'EARL) a souscrit auprès de la société L'Étoile (l'assureur) un contrat d'assurance « multi-périls sur récoltes ».
2. Le 6 novembre 2013, à la suite du refus d'un client d'accepter sa récolte d'oignons, elle a adressé une déclaration de sinistre à l'assureur, qui a dénié sa garantie en invoquant, notamment, le caractère tardif de cette déclaration.
3. Après dépôt du rapport de l'expert dont elle avait obtenu la désignation en référé, l'EARL a assigné l'assureur en paiement de certaines sommes.

Examen du moyen

Sur le moyen, pris en sa première branche

Enoncé du moyen

4. L'EARL fait grief à l'arrêt de la débouter de l'ensemble de ses demandes tendant à la condamnation de l'assureur au paiement d'une somme principale de 33 750 euros, alors « qu'une déclaration tardive de sinistre ne peut être sanctionnée par la déchéance que si cette sanction est régulièrement stipulée dans le contrat d'assurance, de sorte que celle-ci est nécessairement exclue si la clause fixant le délai de déclaration devant être respecté à peine de déchéance est nulle comme contraire à la règle interdisant à l'assureur de stipuler un délai de déclaration inférieur à cinq jours ouvrés ; qu'en déboutant l'EARL [...] de sa demande en paiement d'indemnité d'assurance, motif pris de la déchéance pour déclaration tardive

¹ S. Bros, Cass. 2^e civ., 21 janv. 2021, n° 19-13347, *RGDA* févr. 2021, n° 118f8, p. 20.

de son droit à garantie et à indemnité, sans s'être préalablement interrogée, comme elle y était pourtant invitée (...), sur la validité de la clause fixant à quatre jours seulement, à peine de déchéance, le délai de déclaration de sinistre, la cour d'appel a privé son arrêt de base légale au regard des articles L. 111-2 et L. 113-2 du code des assurances. »

Réponse de la Cour

Vu les articles L. 113-2, 4°, et L. 111-2 du code des assurances :

5. Le premier de ces textes, déclaré d'ordre public par le second, dispose, d'une part, que l'assuré est obligé de donner avis à l'assureur, de tout sinistre de nature à entraîner la garantie de celui-ci, dès qu'il en a eu connaissance et au plus tard dans le délai fixé par le contrat, qui ne peut être inférieur à cinq jours ouvrés mais peut être prolongé d'un commun accord entre les parties et, d'autre part, que lorsqu'elle est prévue par une clause du contrat, la déchéance pour déclaration tardive ne peut être opposée à l'assuré que si l'assureur établit que le retard dans la déclaration lui a occasionné un préjudice. Il s'en déduit que l'assureur ne peut opposer à l'assuré une déchéance pour déclaration tardive lorsque le contrat applicable ne comporte pas de clause l'édicte ou lorsque la clause la prévoyant n'est pas conforme à ces dispositions, qui n'autorisent pas d'autres modifications conventionnelles que la prorogation du délai de déclaration de sinistre.

6. Pour débouter l'EARL de ses demandes, l'arrêt retient que le rapport de l'expert judiciaire mentionne que le sinistre climatique ayant affecté la culture d'oignons pouvait être détecté dès le mois de mai 2013 et que les conséquences en étaient visibles à la mi-août. Il en déduit que l'EARL aurait dû déclarer le sinistre au plus tard à ce moment de sorte que sa déclaration, intervenue le 6 novembre 2013, a été tardive et qu'un tel retard a été préjudiciable à l'assureur.

7. En statuant ainsi, alors qu'il n'était pas contesté que la clause de déchéance invoquée par l'assureur prévoyait un délai de déclaration de sinistre inférieur au délai minimal légal de cinq jours ouvrés, ce dont il résulte qu'elle n'était pas opposable à l'assuré, la cour d'appel a violé les textes susvisés.

PAR CES MOTIFS, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur les autres griefs du pourvoi, la Cour :
CASSE ET ANNULE, en toutes ses dispositions, l'arrêt rendu le 10 janvier 2019, entre les parties, par la cour d'appel de Bourges ; (...)